COMMISSION PERMANENTE

Séance du 27 mars 2006

CP 06/03-15

CONSTRUCTION ET MAINTENANCE DU PONT DE VERDUN SUR GARONNE DANS LE CADRE D'UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

MARCHE DE PRESTATIONS D'ASSISTANCE AU MAITRE DE L'OUVRAGE

1) Présentation de la procédure

. Contexte

Par délibération du 15 novembre 2005, le Conseil Général s'est prononcé, au titre de la réflexion engagée sur les modalités de construction du pont, en faveur de la mise en œuvre du procédé dit du « partenariat public-privé ».

La justification première de cette prise de position repose sur les avantages présentés par la solution du partenariat permettant de résoudre rapidement le problème de l'accès à Verdun sans obérer les capacités de financement du Conseil Général.

. Définition

Je vous rappelle que le contrat de partenariat est un contrat administratif par lequel la personne publique confie à un tiers, pour une période déterminée en fonction de la période d'amortissement des investissements ou des modalités de financement, une mission globale relative au financement d'investissements, d'ouvrages ou d'équipements nécessaires au service public, à la construction des ouvrages ainsi qu'à leur entretien, leur maintenance et leur exploitation.

Le recours à la formule du partenariat doit permettre de trouver des solutions optimales tenant à la nature même de ce type de contrat, à la fois globale et de long terme. Les gains suivants sont à attendre : intégration dans une procédure unique de contrats normalement séparés, réduction des risques d'interface entre conception, réalisation et exploitation, économies d'échelle potentielles sur des séries longues et gains de productivité tenant au recours à une gestion privée dont la qualité est contractualisée et financièrement sanctionnée.

. Procédure

L'ordonnance du 17 juin 2004 a introduit un mécanisme d'évaluation obligatoire et préalable au lancement de la procédure de passation devant justifier du recours à ce type de contrat. Une fois l'évaluation réalisée, il convient, pour l'élaboration du contrat et son suivi, de prévoir une assistance au maître de l'ouvrage, considérant la complexité du montage juridique, technique et financier de l'opération.

Ces deux types de mission ont donc été mises en concurrence afin qu'une équipe pluridisciplinaire compétente en matière juridique, technique et financière puisse assister le Conseil Général dans le processus d'élaboration du contrat.

2) Caractéristiques du marché

Le marché d'assistance au maître de l'ouvrage est divisé en deux phases.

- Une tranche ferme (1^{ère} phase) : la phase consiste en la réalisation d'une étude exposant, eu égard à l'urgence du projet, les éléments d'analyse économique, juridique, financière et administrative justifiant la pertinence du recours à un contrat de partenariat.

L'étude porte sur l'évaluation :

- du caractère urgent de la réalisation de l'opération compte tenu des rapports d'expertise établis ;
- de l'opportunité en termes administratifs, économiques et financiers du recours au procédé contractuel du partenariat public-privé.

- Une tranche conditionnelle (2^{ème} phase)

Dans l'hypothèse où la personne publique opterait pour le contrat de partenariat, la mission d'évaluation sera complétée par une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage répondant aux principes ci-après :

- assistance technique, économique et fonctionnelle pendant la phase de réalisation des travaux ;
- assistance juridique à la préparation des documents de consultation (avis d'appel public à la concurrence, rédaction du projet de contrat de partenariat), et assistance juridique visant à sécuriser le dispositif contractuel du partenariat sur l'exécution et l'évolution du contrat ;

- assistance financière permettant d'analyser les différentes propositions des candidats à la remise des offres finales et leur impact sur la position financière contractuelle de la personne publique sur la durée du contrat de partenariat.

Une mise en concurrence a ainsi été établie, via le Bulletin Officiel des Marchés Public et « Le Moniteur » afin de donner à l'opération une publicité nationale sachant, qu'en la matière, des équipes très structurées ou des groupements spécialisés en ingénierie juridique et financière étaient susceptibles d'intervenir.

Cinq candidats ont remis leur offre dans les délais impartis fixés au 6 mars 2006.

3) Saisine de la Commission d'Appel d'Offres

La Commission des Marchés a été saisie pour avis. Après examen des dossiers de candidatures, la commission en sa séance du 13 mars 2006, a déclaré admis les dossiers des cinq groupements d'entreprises sur la base des annexes au procès-verbal attestant, pour chaque groupement, la production des pièces requises.

Le jugement des candidatures s'est opéré en séance du 20 mars 2006 aux termes de laquelle la Commission d'Appel d'Offres a procédé à l'analyse des offres précisant notamment les critères d'attribution, leur pondération et le classement des entreprises.

La Commission s'est prononcée pour l'attribution du marché au cabinet d'études INGEROP (Région Sud-Ouest 33 Mérignac) associés au cabinet PAUL HASTINGS (75 Paris) pour un montant décomposé ainsi qu'il suit :

Tranche	Caractéristiques du prix	Prix proposés H.T
Tranche ferme : réalisation d'un rapport d'évaluation(étude)	Forfait	21 450 €
Tranche conditionnelle Phase a) Mission d'assistance à maître d'ouvrage à la passation d'un contrat de partenariat public-privé au niveau du contrat et de sa dévolution	Forfait	101 000 €
Tranche conditionnelle - Phase b) Mission d'assistance à maître d'ouvrage à la passation d'un contrat de partenariat public-privé dans la phase réalisation de l'ouvrage	Vacation	150 €/h.

Je vous serais obligé de bien vouloir délibérer et :

- dire que la mission sera confiée au groupement INGEROP et PAUL HASTINGS retenu par la Commission d'Appel d'Offres,
- m'autoriser à signer le contrat correspondant d'assistance à maître d'ouvrage.

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 27 mars 2006

CP 06/03-15

**CONSTRUCTION ET MAINTENANCE DU PONT DE
VERDUN SUR GARONNE DANS LE CADRE D'UN
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

**MARCHE DE PRESTATIONS D'ASSISTANCE AU MAITRE
DE L'OUVRAGE**

**DECISION de la COMMISSION
PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil Général du 15 novembre 2005 se prononçant favorablement sur la mise en œuvre du procédé dit du « partenariat public- privé », au titre de la réflexion engagée sur les modalités de construction du pont de Verdun-sur-Garonne,

Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 20 mars 2006,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Prend acte que la mission sera confiée au groupement INGEROP et PAUL HASTINGS retenu par la Commission d'Appel d'Offres pour un montant ainsi décomposé :

Tranche	Caractéristiques du prix	Prix proposés H.T
Tranche ferme : réalisation d'un rapport d'évaluation(étude)	Forfait	21 450 €
Tranche conditionnelle Phase a) Mission d'assistance à maître d'ouvrage à la passation d'un contrat de partenariat public-privé au niveau du contrat et de sa dévolution	Forfait	101 000 €
Tranche conditionnelle - Phase b) Mission d'assistance à maître d'ouvrage à la passation d'un contrat de partenariat public-privé dans la phase réalisation de l'ouvrage	Vacation	150 €/h.

– Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département le contrat correspondant d'assistance à maître d'ouvrage.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,